

## *Problèmes stratégiques...*

**Gong Shaopeng<sup>1</sup>**

### ***LA CHINE DANS LE MONDE***

Mon article est consacré à répondre à une question : comment les Chinois, les dirigeants en particulier, estiment-ils la position de la Chine dans le monde actuel et futur ? Cependant, à franchement parler, les avis sont partagés dans les milieux scientifiques. Dans le monde, les politiciens et experts observateurs de la Chine savent que le nouveau concept d'« émergence pacifique de la Chine » - *he ping jue qi* - lancé par Zheng Bijian, président du Forum de la réforme de Chine et ancien vice-président de l'École Centrale du PCC, a suscité une certaine répercussion dans le monde entier. La polémique sur ce sujet n'est pas près de toucher à sa fin. Pour cette raison, je commence mon article par la présentation du nouveau concept.

#### **Le concept d' « émergence pacifique de la Chine »**

Ce concept a été avancé par Zheng Bijian, en octobre 2003, dans son discours intitulé « *La nouvelle voie de l'émergence pacifique de la Chine et l'avenir de l'Asie* », lors de la réunion annuelle du Forum d'Asie à Bo Ao (Hainan). Plus tard, ce concept a réapparu régulièrement dans les discours des dirigeants chinois. Le 9 décembre 2003, le Premier ministre Wen Jiabao, pendant sa visite officielle aux Etats-Unis, a prononcé un discours intitulé « *Construction conjointe d'une nouvelle relation sino-américaine* » dans lequel il a dit : « *l'émergence de la Chine est une émergence pacifique, car elle se développe en s'appuyant sur ses propres forces. Sur le plan des relations extérieures, nous nous prononçons depuis toujours pour le développement d'une relation de coopération amicale avec les autres pays, que nous considérons toujours comme nos frères et sœurs* ». Plus tard, le 26 décembre 2003, Hu Jintao, Secrétaire Général du Comité central du PCC, chef de l'Etat, a également mentionné le concept d'« émergence pacifique » lors du 110<sup>e</sup> anniversaire de Mao Zedong. Il a indiqué : « *s'en tenir à poursuivre la voie socialiste à la chinoise, c'est emprunter avec fermeté le chemin de développement de l'émergence pacifique.* » La dernière fois que Hu Jintao a mentionné ce terme en public, c'est dans son allocution lors de la

<sup>1</sup> Gong Shaopeng est professeur à l'Institut de Diplomatie de Beijing.

3<sup>e</sup> réunion annuelle du Forum d'Asie à Bo Ao. Il a mis l'accent sur le caractère pacifique de l'émergence de la Chine, qui favorise la stabilité de l'Asie et celle du monde entier. Dès lors, Hu Jintao et Wen Jiabao utilisent le terme « *développement pacifique* » à la place d' « *émergence pacifique* ». Il faut définir précisément la notion d' « émergence pacifique » si l'on veut en faire un concept indicatif. Dans la version anglaise des articles écrits par Zheng Bijian, le terme est traduit par « *rising* » ou « *emergence* » ; cependant beaucoup croient que le sens de ces deux mots anglais diffère considérablement de celui du terme chinois. Un auteur de la province de Taiwan a cité un exemple pour expliquer son opposition : géologiquement, l'émergence veut dire l'apparition soudaine d'une montagne abrupte sur un terrain plat. Si l'on emprunte ce terme dans l'étude historique, c'est pour décrire une ethnie inconnue qui s'agrandit et se développe très rapidement. Ce phénomène est également appelé « émergence ». Un diplomate chinois expérimenté est contre l'explication de Zheng Bijian, et il a dit dans son article que « émergence » - *jue qi* - peut signifier la croissance rapide de la puissance en peu de temps. Il a mentionné en particulier que le mouvement du « *Grand bond en avant* » lancé en Chine à la fin des années 1950, peut également être appelé « émergence », à cause de laquelle la Chine a subi un grand échec au lieu de réaliser une croissance. Face à ces diverses opinions, Zheng Bijian a précisé que le terme qu'il a employé est équivalent au terme « développement pacifique » ou à « voie de développement conduisant à une émergence pacifique ». Toutefois, « émergence pacifique » reste un concept très controversé.

Pourquoi a-t-on une compréhension si différente sur le même concept ? En réalité, ce n'est pas le sens littéral qui est contesté, car le problème a une origine historique.

Après la Première Guerre de l'Opium en 1840 où la Chine fut vaincue par les impérialistes occidentaux, de nombreux patriotes courageux ont cherché une voie pour sauver la Chine de la misère et du retard. La plupart d'entre eux estimaient qu'il fallait moderniser la Chine en l'enrichissant et en renforçant l'armée - *fu guo qiang bing* - face aux navires et canons des impérialistes pour qu'elle se débarrasse de la misère. En 1905, le Japon a vaincu la Russie tsariste. Le fait qu'un pays émergent tel que le Japon se soit hissé au rang des pays puissants agresseurs a renforcé la confiance des intellectuels chinois de l'époque pour poursuivre le chemin d' « *enrichir le pays et renforcer l'armée* ». Après sa fondation en 1949, la Chine nouvelle, exposée à la menace des superpuissances, a été obligée de sacrifier le bien-être du peuple pour développer sa puissance militaire. C'est dans une telle situation que la Chine s'est dotée d'armes nucléaires, la dissuasion nucléaire permettant d'assurer la sécurité de la Chine pendant la guerre froide. Les Chinois de l'époque approuvaient ce qu'avait dit le général de Gaulle sous la pression des superpuissances : vous avez la capacité de nous détruire vingt fois, mais il nous suffit de vous détruire une seule fois. C'est dans ce contexte que la pensée d' « enrichir le pays et renforcer l'armée » est devenue un critère essentiel aux yeux du peuple chinois pour juger les compétences du PCC dans le gouvernement du pays. C'est naturellement

qu'est venu à l'esprit des Chinois intellectuels l'idée de : « *se développer pour se placer parmi les puissances* ».

En fait, aux yeux des anciens intellectuels chinois, le chemin qu'avait emprunté le Japon était un moyen d'agression et de force pour réaliser l'émergence comme tous les autres impérialistes. C'est une voie immorale qu'on ne peut pas suivre, et d'ailleurs impraticable face à une vague incessante d'indépendance des nations après la Seconde Guerre mondiale. Pour établir un pays réellement prospère et florissant, le PCC doit trouver une nouvelle conception adaptée à la réalité du pays pour bien le gouverner.

Cette nouvelle conception a été avancée par Deng Xiaoping, architecte général de la réforme et de l'ouverture chinoise. Le 6 décembre 1979, lors de son entretien avec le Premier ministre japonais Hashimoto, il a dit que la modernisation chinoise est un processus progressif. Son objectif à la fin du XX<sup>e</sup> siècle : le PNB par habitant à 1000 dollars, les besoins essentiels du peuple satisfaits et la Chine entrée dans une « société de petit confort » (*xiao kang*). Ce critère fixé par Deng Xiaoping signifie un tournant important de la pensée du PCC pour gouverner la Chine. En chinois il s'agit de la politique de « *min fu guo qiang* » (peuple riche et pays puissant.) En effet, la Chine devient prospère quand la majorité du peuple chinois sort de la pauvreté. Il a fallu vingt ans pour atteindre ce but (PNB/ht à 1000 dollars), il est évident qu'il s'agit d'un processus progressif et que l'économie chinoise ne peut être développée du jour au lendemain. Il s'ensuit que cette politique ne permet pas du tout une émergence fulgurante.

La conception de Deng Xiaoping a été poursuivie par ses successeurs. En 2002, au cours du XVI<sup>e</sup> Congrès, un nouvel objectif de développement a été fixé : en 2020, le PNB/ht devra s'élever à 3000 dollars et la Chine entrera alors dans une société d'aisance.

### **Mener à bien d'abord nos propres affaires**

La population chinoise représente 20 % de la population mondiale. Pour cette raison, Deng Xiaoping a indiqué qu'il faut tout d'abord mener à bien nos propres affaires, que cela contribue à la paix et au développement du monde. Pour le moment, il s'agit surtout de deux problèmes : maintenir le développement durable de l'économie chinoise et améliorer le niveau de vie des habitants ; assurer la stabilité du pays, y compris le maintien de la stabilité de la situation des deux détroits de Taiwan.

Vingt-sept ans après la mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture, l'économie de la Chine continentale s'est développée très rapidement. En 2005, le PIB chinois a atteint 15 000 milliards de yuans (1850 milliards de dollars), soit un septième de celui des Etats-Unis et un tiers du Japon, contre respectivement un dixième et un quart il y a cinq ans.

Cependant, un certain nombre d'étrangers mettent en cause le modèle de développement chinois. Il y a dix ans, un savant américain se préoccupait de la diminution brutale des terres cultivables en Chine, rendant suspicieux les politiciens et experts chinois qui doutaient du motif de son attitude. Mais peu

après, l'analyse du savant américain a été acceptée de bon gré par la Chine. Car, en effet, malgré le développement rapide de l'économie chinoise et son énorme volume total, le PIB/ht ne représente qu'1/30ème de celui des Etats-Unis, plaçant la Chine au 100ème rang dans le monde. La Chine reste un pays en développement. Il faut s'examiner sans cesse et corriger les erreurs au cours de la modernisation si les Chinois veulent que leur PNB/ht s'aligne au niveau moyen d'un pays industrialisé en 2050.

Le 11 octobre 2005, lors de la 5<sup>e</sup> session plénière du XVI<sup>e</sup> Comité central du PCC a été établie la « proposition sur le 11<sup>e</sup> plan quinquennal de l'économie nationale et du développement social ». Cette « proposition » cite d'emblée les problèmes et challenges auxquels doit faire face le développement social et économique : le développement déséquilibré entre ville et campagne ; la transformation incomplète du modèle de croissance économique de type extensif ; la structure irrationnelle de l'économie ; le manque d'initiatives et d'innovation ; la contradiction de plus en plus vive entre développement social, environnement et ressources ; les problèmes concernant l'agriculture, la campagne et les paysans ; les difficultés de trouver un travail ; les contradictions des intérêts au moment de la redistribution des revenus ; le mécanisme et le régime au détriment du développement ; les difficultés grandissantes pour équilibrer les relations des différents groupes d'intérêts.

La « proposition » a également présenté des solutions pour les problèmes mentionnés ci-dessus et fixé l'objectif du développement économique et social des cinq années à venir. Suivant l'interprétation de la « proposition » par Wen Jiabao, la priorité du gouvernement chinois pour le 11<sup>e</sup> plan quinquennal est de résoudre deux problèmes. *Primo*, non seulement doubler le PIB de 2000 à 2010 mais aussi réaliser la croissance économique en établissant une structure optimisée, en augmentant l'efficacité et en diminuant la consommation d'énergie. *Secundo*, mieux profiter des importantes ressources de gaz en même temps qu'effectuer la transformation technique pour réduire la consommation énergétique de 20 % par rapport au 10<sup>e</sup> plan quinquennal, pour instaurer une société économisant l'énergie.

Il y a quinze ans, un auteur anonyme a publié un livre « *Le péril jaune* » qui prédit qu'au XX<sup>e</sup> siècle, les Chinois afflueront en masse vers l'Europe du fait de l'explosion démographique et de la pénurie de terres cultivables. Ces pronostics absurdes ont été infirmés par la réalité : le niveau de vie des Chinois s'est amélioré et leurs besoins essentiels sont satisfaits. Naguère, certains comparaient la Chine à un dragon affamé, sous-entendant que la Chine s'emparerait du pétrole mondial. La réalité prouve que c'est une invention sans fondement et un mensonge aux desseins inavoués.

Après que Hongkong et Macao ont été rétrocédés à la République populaire de Chine en 1997 et en 1999, et que la politique « un Etat, deux systèmes » a été mise en application, ces deux régions administratives spéciales maintiennent leur prospérité économique et la stabilité sociale, malgré la crise financière à la fin des années 1990. Naturellement, dans un tel contexte, des personnalités en Chine ou à l'étranger portent leur attention sur les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan.

En 1992, en vue de promouvoir les échanges entre les deux rives du détroit de Taiwan, les représentants du continent chinois et de Taiwan ont conclu un accord appelé « accord 92 » confirmant la reconnaissance par les deux parties d'une Chine unique et que Taiwan, comme le continent chinois, constituent une partie intégrale du territoire chinois. L'accord conclu, les échanges entre les deux parties ont fait des progrès substantiels.

En 1995, le dirigeant taiwanais Li Denghui a prétendu à l'indépendance de Taiwan sous la protection du gouvernement américain ; il en est résulté une détérioration des relations et la situation tendue entre les deux rives du détroit. Cette prétention à l'indépendance de Taiwan a entraîné l'échec aux élections en 2000 du Parti *Guomindang* au pouvoir depuis des années à Taiwan. Par suite, Li Denghui a été expulsé du Parti *Guomindang*.

Lors de son discours d'investiture, Chen Shuibian, chef du Parti progressiste démocratique de Taiwan., a promis de ne pas prétendre à l'indépendance de Taiwan, de ne pas changer le nom de Taiwan, de ne pas inscrire le terme « relations étatiques » dans la Constitution pour définir les relations entre les deux rives du détroit, de ne pas organiser un plébiscite au sujet de l'indépendance ou de la réunification, de ne pas tenter d'abandonner « le Comité de réunification de la patrie » et le plan de la réunification de la patrie élaboré par le Parti *Guomindang* lorsqu'il était au pouvoir. Néanmoins, peu après son arrivée au pouvoir, il a trahi sa promesse ce qui a détérioré davantage les relations entre les deux rives du détroit. Lors de l'élection en 2004, Chen Shuibian a employé tous les moyens ignobles pour être réélu. Face à cette situation, la partie continentale chinoise a dû élaborer une loi contre la séparation du pays. Beaucoup de médias étrangers doutaient que cette réaction puisse provoquer la guerre entre les deux rives.

Fin février 2005, peu avant le vote et l'adoption du projet de loi « *La loi contre la séparation du pays* » lors du 3ème plénum de la X<sup>e</sup> ANP, Hu Jintao a avancé « *les quatre points de vue sur le développement des relations entre les deux rives dans une nouvelle situation* ». Il a indiqué que la partie continentale passera l'éponge sur les fautes passées et discutera avec plus de patience des relations entre les deux rives et de l'accélération de l'unification pacifique, pourvu que les autorités de Taiwan s'en tiennent au principe d'une seule Chine et à l'Accord de 1992. Le 14 mars, la loi contre la séparation du pays a été promulguée. Les observateurs ont pu remarquer que « l'ordre du jour » sans fondement, selon lequel la partie continentale recourrait à la force si Taiwan ne donnait pas son accord pour réaliser la réunification dans un certain délai, n'était pas inscrit dans la loi. Cela prouve que la partie continentale s'efforcera de réaliser la réunification pacifique tant qu'il existe un rayon d'espoir.

Les partis d'opposition à Taiwan ont réagi positivement à la bonne volonté de la partie continentale. Lian Zhan, ex-président du *Guomindang* et Song Chuyu, président du *Qinmindang*, ont tour à tour effectué des visites en Chine continentale, où ils ont été chaleureusement accueillis par les personnalités de tous les milieux. Hu Jintao ont eu des entretiens avec Lian Zhan et Song Chuyu et ils sont parvenus à une identité de vues sur l'impulsion des échanges entre les peuples des deux rives. Malgré leur

position politique d'opposition à Taiwan, les membres du *Guomindang* et du *Qinmindang* constituent la majorité au « Yuan législatif » de Taiwan. Le dialogue et la communication entre les deux rives ont connu, malgré l'obstruction de l'autorité de Chen Shuibian, un progrès important après mai 2005 et tendent à se développer davantage.

### **La paix, le développement et la coopération**

Quand il était au pouvoir, Deng Xiaoping a résumé en deux mots les tâches importantes de la diplomatie chinoise. L'un est « la paix » qui signifie la création d'une bonne conjonction internationale pour la construction chinoise. L'autre est « le développement » qui veut dire la mise en œuvre de la réforme et de l'ouverture, et le développement de la Chine en l'intégrant dans le marché international. La paix est la condition préalable du développement, en revanche, le développement donne des assurances matérielles à la paix. Aujourd'hui, les dirigeants chinois ajoutent une nouvelle conception diplomatique avec la coopération. En bref, les dirigeants chinois considèrent que dans un monde où la mondialisation se dégage, la paix et le développement ne peuvent être réalisés que par la coopération.

Aux yeux des experts de la théorie des relations internationales, la communauté internationale ressemble à une société anarchique ; il y est, par conséquent, impossible de maintenir une paix durable en fondant un pouvoir mondial. Dans la société antique, l'empire était le moyen unique pour maintenir l'ordre du monde. Pour le même objectif, à l'époque moderne, l'équilibre du pouvoir est devenu une voie essentielle. Pendant la guerre froide, l'hégémonie des superpuissances était regardée par certains comme une solution exigée par les circonstances. Actuellement, l'ordre du monde est menacé par de nouveaux facteurs, plus complexes et diversifiés, tandis que les moyens traditionnels de menace ne trouvent plus de champs d'action. A titre d'exemple, le terrorisme menace la sécurité des peuples ; l'épidémie telle que la grippe aviaire se propage à travers les frontières et il est difficile pour un seul pays de prendre des mesures efficaces, capables de la contrôler ; le marché financier international risque d'être influencé par des facteurs incertains, la « sécurité économique » devient une préoccupation quotidienne de beaucoup de pays. Le monde actuel demeure une société anarchique, il nous est impossible de résoudre le problème de paix et de développement en instaurant un pouvoir mondial, aussi devons-nous changer la façon de la penser et trouver de nouvelles voies pour résoudre les problèmes légués par l'histoire auxquels toute l'humanité fait face et de relever de nouveaux défis. L'autorité chinoise estime que les problèmes importants du monde doivent et ne peuvent être réglés qu'à travers la coopération basée sur la consultation et les négociations d'égal à égal.

Le terrorisme constitue la première menace à laquelle les peuples doivent faire face. Il ne faut pas utiliser deux poids deux mesures pour éviter la propagation du terrorisme, il faut lutter fermement contre toutes formes du terrorisme. L'autorité chinoise a explicitement fait connaître sa position sur le conflit entre Palestine et Israël qui traîne depuis plus de 50 ans : s'en tenir

au principe de « la terre contre la paix », poursuivre le chemin fixé par le plan de route des quatre parties et régler le problème de la fondation de l'Etat palestinien par des négociations. En même temps, il faut éradiquer le terrorisme à la racine en renforçant le dialogue entre les civilisations, en réglant les problèmes de pauvreté et d'injustice. Tout cela ne peut être mis en pratique que par la coopération internationale. Pour réaliser la coopération, d'après l'autorité chinoise, il est indispensable de renforcer le rôle de l'ONU et le prestige de son Conseil de sécurité, d'entreprendre une action collective en respectant la Charte de l'ONU. Les pays en développement représentant deux tiers des pays membres de l'ONU, l'autorité chinoise s'est prononcée pour l'élargissement du Conseil de sécurité sur une large identité de vues, l'augmentation de la représentativité des pays en développement, les pays africains en particulier pour que plus de pays membres, notamment les petits et les moyens, aient l'occasion de participer à la prise de décision au sein du Conseil de sécurité.

Pour se procurer un environnement international de paix favorable à son développement, la Chine doit tout d'abord établir de bonnes relations avec ses voisins. Le seul moyen d'atteindre cet objectif, c'est de coopérer. A la fin de la guerre froide, ont réapparu des contradictions sur le territoire et l'espace maritime, étouffées par le contexte politique. Il en est de même pour la Chine. En 1994, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a proposé d'établir un forum de la région visant à discuter du problème sur la mise au œuvre des mesures de sécurité et de confiance en Asie du Sud-Est. Dès la première réunion du Forum, la Chine y a participé activement. Toutefois, la position active de la Chine a suscité le soupçon de beaucoup d'experts internationaux car, pour eux, la mise en œuvre de mesures de sécurité et de confiance en Asie devait se limiter à la transplantation en Asie des mesures prises par l'OSCE, comme « ciel ouvert » et « vérification ». Ces experts étaient convaincus que la Chine les refuserait. En réalité, la copie complète des mesures de l'OSCE en Asie est inacceptable pour tous les pays de l'ASEAN qui, au cours d'une longue période de coopération, ont créé leurs propres moyens de coopération, y compris le principe de non-intervention dans les affaires intérieures et la procédure de prise de décision sur la consultation. Ces moyens de coopération, basés sur la réalité des diverses civilisations asiatiques, sont évidemment acceptés par la Chine. Ces dernières années, la Chine a signé « la règle de conduite dans la mer de Chine méridionale » avec les pays concernés de l'ASEAN et a ainsi jeté une base pour la stabilité dans les parages de la mer de Chine méridionale. Suivant cette règle de conduite, la Chine a signé avec les Philippines et le Vietnam un accord pour l'exploitation des ressources de pétrole et de gaz dans les parages de la mer de Chine méridionale. Ainsi, en novembre 2005, a démarré le projet de l'exploitation des ressources de pétrole et de gaz de Beibu baie avec le Vietnam.

La crise financière en 1997 a donné une leçon aux pays de l'ASEAN, le problème de « sécurité économique » a été posé. En novembre 1999, s'est tenue à Manille la première réunion informelle des chefs d'Etat des pays de l'ASEAN ainsi que des chefs d'Etat de Chine et de Corée du Sud, formant officiellement le système dix plus trois (10+3). La participation de la Chine à

ce système vise à établir une zone de libre-échange en Asie du Sud-Est à terme de dix ans. Afin de renforcer la coopération avec les pays concernés, la Chine a démarré le « *Plan de pré-récolte* » qui permet de supprimer les droits de douane à l'avance. Ainsi les fruits tropicaux de Thaïlande importés par la Chine sont exemptés de droits de douane ; en échange, les pommes de la province de Shānxi importées par la Thaïlande en sont également exemptées. Ne sous-estimez pas la signification de ce plan, car il apporte des bénéfices concrets aux paysans chinois et thaïlandais qui soutiendront à leur tour activement leur gouvernement pour la coopération avec les pays voisins. Tous ces efforts contribuent non seulement à réaliser la prospérité des pays, mais aussi à favoriser de bonnes relations entre pays voisins.

Etant un grand pays, la Chine accorde toute son importance à la coopération avec d'autres grands pays. Fin 2002, la crise nucléaire s'est produite de nouveau dans la presqu'île coréenne. Le gouvernement chinois s'est prononcé pour la non nucléarisation de la presqu'île coréenne, et pour l'apaisement de la crise par les voies diplomatiques. Après avoir accepté les propositions de Colin Powell, à l'époque Secrétaire d'Etat américain, la Chine s'est efforcée d'organiser en Chine un entretien à *cinq parties* (Corée du Nord, Corée du Sud, Russie, Japon, Etats-Unis), et Chine. En septembre 2002, au cours de la deuxième période du quatrième tour des pourparlers, après tant de travail minutieux et de patience, les six parties sont finalement parvenues à un avis identique sur le principe de la résolution de la crise et ont publié « la déclaration commune ». Cette crise n'est pas réglée quand j'ai rédigé cet article, l'attitude d'un pays responsable comme la Chine a été appréciée par l'opinion internationale.

Il ne fait aucun doute qu'en 2005 les relations sino-japonaises ont été très tendues. Le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, est allé visiter à plusieurs reprises le sanctuaire japonais à la mémoire des criminels de la Seconde Guerre mondiale, sans tenir compte de l'avertissement de la Chine et de la Corée du Sud. Ses actes ont agacé beaucoup de Chinois et de Sud-Coréens. Comme ce que Joseph S. Nye, savant connu américain, a dit dans son ouvrage « *Soft power : the means to success in world politics* ». Le *soft power* du Japon a ses limites. Ayant une attitude critique sur son histoire d'agression, l'Allemagne a pu se réconcilier avec ses voisins dans le cadre de l'Union européenne. En revanche, le Japon n'a pas reconnu franchement ses crimes commis dans les années 1930. La méfiance de la Chine et de la Corée du Sud a contraint ce *pouvoir doux* du Japon, car le Japon n'a pas gagné la confiance et l'admiration de ses voisins asiatiques. Le commentaire et l'analyse de Joseph S. Nye permettent aux Occidentaux de mieux comprendre les relations tendues sino-japonaises.

Aujourd'hui, les Chinois poursuivent leur chemin de construction du pays indiqué par Deng Xiaoping, architecte général de la réforme et de l'ouverture. Ils retiennent pour toujours une phrase de Deng Xiaoping : « *Dans le futur, même si la Chine est développée, elle doit traiter les autres pays d'égal à égal et contribuer à la paix et à la prospérité mondiale au lieu de prétendre à l'hégémonie* ».